

Plus d'un milliard de personnes sont touchées par la faim

Vendredi 19 juin, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) ont communiqué des estimations indiquant que 1,020 milliard de personnes dans le monde souffrent actuellement de sous-alimentation. 100 millions de personnes supplémentaires sont donc touchées par la faim par rapport à 2008, soit une augmentation de 11% en un an. Cette forte hausse est due à « *un mélange dangereux constitué par le ralentissement de l'économie mondiale et la flambée persistante des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays* » selon Jacques Diouf, directeur général de la FAO. L'organisation indique en effet que les prix des denrées alimentaires ont connu des baisses moins rapides dans les pays en développement que sur le marché international durant le second semestre 2008. Le niveau des prix alimentaires continue d'exercer une pression importante sur les revenus des populations pauvres, qui sont également affectées par les effets de la crise économique. Face à cette situation, la FAO estime que « *la communauté internationale, bien qu'elle soit aux prises avec la récession mondiale, ne peut oublier ses engagements envers les personnes, au nombre d'un milliard, qui souffrent de la faim* ».

Les Etats-Unis concrétisent les déclarations du G20 sur le FMI

Lors de son récent sommet à Londres, en avril 2009, le G20 s'était engagé à apporter 500 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI) afin de lutter contre les effets de la crise économique mondiale. Jeudi 18 juin, les sénateurs américains ont adopté une ligne budgétaire de 100 milliards de dollars afin de répondre à ces engagements. Voté à 91 voix contre 5, le projet de dotation budgétaire a longtemps été bloqué face à l'opposition des républicains et de certains démocrates. Le sénat a également approuvé la vente progressive de 403 tonnes du stock d'or du FMI. Elle devra permettre, entre autre, de tripler les prêts accordés aux pays les plus pauvres. Selon Dominique Strauss-Kahn, directeur général de l'institution, « *la décision démontre l'engagement fort des Etats-Unis envers un FMI bien gouverné et bien financé* ».

Le Brésil a également affirmé, mercredi 10 juin, son engagement à acheter 10 milliards d'obligations du Fonds, comme l'a déjà fait la Russie. Les responsables chinois souhaitent aussi souscrire à ces obligations pour un montant de 50 milliards de dollars. L'Europe s'est, quant à elle, d'ores et déjà engagée à apporter 100 milliards de dollars au FMI.

L'agriculture, un secteur relativement solide face à la crise selon l'OCDE et la FAO

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO ont publié, mercredi 17 juin, un rapport consacré aux perspectives agricoles 2009-2018. Elles estiment que le caractère fondamental des denrées alimentaires confère à l'agriculture une meilleure résistance à la crise que les autres secteurs d'activités. Les auteurs n'envisagent pas de hausses importantes des prix agricoles avant 2 ou 3 ans et estiment peu probable que les cours agricoles retrouvent les niveaux atteints au début de l'année 2008. Ils considèrent néanmoins qu'ils ne seront pas inférieurs au seuil de prix atteint en 2007-2008. Selon le rapport, les prix des huiles végétales pourraient augmenter de 30% et les prix moyens des productions végétales de 10 à 20 % par rapport à la moyenne des prix entre 1997 et 2006. Seuls les prix des viandes ne devraient pas dépasser leur moyenne 1997-2006 compte tenu de la baisse de revenu des consommateurs.

A long terme, le rapport estime qu'il faudra augmenter de 40% la production agricole d'ici 2030 et de 70% d'ici 2050 par rapport à la moyenne 2005-2007 pour nourrir la population mondiale. Pour parvenir à ce niveau de production, la FAO et l'OCDE évaluent que, parallèlement aux 1,4 milliards d'hectares de terres actuellement emblavés, 1,6 milliards d'hectares supplémentaires, principalement situés en Afrique et en Amérique du Sud, sont exploitables à l'échelle mondiale. La question du coût économique, social et environnemental de l'exploitation des espaces les moins fertiles reste cependant problématique. La gestion des ressources hydriques est également préoccupante, puisque l'agriculture utilise plus de 44% de l'eau consommée dans les pays de l'OCDE, cette proportion dépassant 60% dans de nombreux pays. L'expansion des surfaces irriguées sera donc de plus en plus conditionnée par les disponibilités en eau.

Les conclusions de l'APE entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE repoussées à octobre 2009

Alors qu'en décembre 2007 les représentants de l'Union européenne (UE) et de l'Afrique de l'Ouest avaient fixé la date butoir du 30 juin 2009 pour conclure les négociations d'un accord de partenariat économique (APE), la finalisation de cet accord a été repoussée à fin octobre 2009 lors d'une réunion des négociateurs en chef le 17 juin à Bruxelles. Devant de nombreux points de discussion encore non résolus, les deux parties se sont accordées sur une période de négociation supplémentaire. D'ici octobre, l'UE et l'Afrique de l'Ouest devront parvenir à un accord commercial couvrant principalement le commerce des marchandises et la coopération au développement liée à l'APE.

Sources : FAO, OCDE, AFP, Les Echos, Le Monde, Reuters, PANA, ENDA.